



Bulletin ouvert et évolutif à vocation régulière pour l'autonomie de classe

ET GARE À LA REVANCHE

Le temps est relatif. Ce que le mouvement a accompli depuis le mois de mars n'était inscrit dans aucun calendrier.

S'il a autant surpris, s'il a été durant des mois si difficile de pronostiquer ce qu'allaient être les prochaines étapes de la lutte, c'est avant tout parce que ses initiatives ont été décidées et mises en œuvre essentiellement en-dehors des cadres des organisations syndicales ou politiques.

Il a puisé son énergie et établi sa stratégie grâce à la convergence de milliers d'activistes et d'équipes militantes, à la base.

Les commentateurs politiques pressés d'en diagnostiquer la fin ont été plus d'une fois désavoués.

Au mois d'avril, malgré la baisse du nombre de grévistes et de manifestantEs après la journée du 31 mars, plusieurs secteurs préparaient la grève reconductible.

En mai, après plusieurs semaines d'occupation à la participation chaotique, la place de la République rassemble plusieurs milliers de personnes qui débattent avec les directions syndicales des moyens

de gagner.

En juin, alors que la répression et les violences policières sévissent depuis plusieurs semaines, c'est le cortège de tête et celui des dockers du Havre, forts de plusieurs milliers de personnes, qui s'affrontent à la police.

Cette impression est d'autant plus forte sur l'échelle du temps de ces cinq à six dernières années que le « sens commun » nous disait que rien n'était plus possible, que rien ne mobilise et ne se mobilise, et que, de toute façon, les grèves, les manifs et le reste, ça ne sert plus à rien.

Cela n'a jamais été vrai avant, et ces derniers mois nous ont donné les preuves nous permettant de restaurer du « bon sens ».

Ce mouvement est devenu exemplaire par sa longévité, sa résilience et sa combativité, y compris physique: grèves reconductibles dans certains secteurs, massivité des cortèges de tête qui se confrontaient à la police, multiplication des manifestations sauvages et des blocages, radicalité des slogans scandés ou des graffitis tagués, solidarité face à la répression.

Il n'y a que si l'on se focalise sur la loi travail que l'on parlera de défaite. On comparera alors cette mobilisation avec celle de 2010 («on n'était encore moins nombreux ce coup-ci!»), et on fera sans doute un parallèle avec la campagne présidentielle de 2012 («il faut donc un débouché politique aux luttes!»).

Pour nous, le mouvement n'est pas fini. Son importance va bien au-delà des chiffres et des journées de mobilisation contre la loi travail.

Son moteur le plus puissant est toujours là, qui constitue aussi à cette échelle un phénomène nouveau: son caractère politique.

C'est ce que le mouvement lui-même a proclamé dès les premières semaines: il contestait la loi «travaille!», mais aussi «son monde». Dégradations des permanences du PS, actions de solidarité avec les migrantEs, rassemblement contre la tenue d'un meeting du FN, saccage des banques et assurances, mais aussi

**PRIX
LIBRE**

On a besoin
de sous !



ce que nous pouvons appeler des débordements politiques généralisés, cristallisés, pour leurs formes organisationnelles, dans les occupations des places et les Nuits Debout, avec des rassemblements recensés dans plus de 250 villes en France: débats autour de la démocratie, l'Etat, la violence, le racisme, le revenu universel, le féminisme, l'écologie, etc. qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

Tout cela n'était pas en marge des manifestations, chaque initiative était organisée par et rassemblait celles et ceux-là-même qui se sont mobiliséEs de façon ininterrompue durant des mois.

C'est ce moteur politique qui a donné sa force propulsive au mouvement, sa capacité à fédérer, à tenir, à rebondir.

Et la leçon doit être apprise: c'est cette force «globale» qui a permis l'obtention d'avancées notables dans un certain nombre de secteurs (les intermittents, les routiers, les cheminots, etc.) sur leurs revendications spécifiques.

Les milliers de personnes qui les ont soutenus par des actions de blocages, des collectes d'argent, la participation à leurs manifestations ont contribué à pousser le gouvernement à lâcher du lest afin de contenir les possibilités de généralisation.

Ce mouvement sort renforcé de cette lutte de plusieurs mois et ouvre de nouvelles possibilités.

Et la suite?

Soyons clairEs: ce mouvement n'a pas modifié la trajectoire de la classe dirigeante et de l'État, qui ne changera pas tant elle est liée aux impératifs du Capital. Mais le niveau de confrontation a passé un cap, et la polarisation s'accélère.

Du côté du MEDEF et de l'État, du PS ou de LR, la gestion de la crise en univers concurrentiel impose depuis maintenant plusieurs années la réorganisation autoritaire de la société: état d'urgence sans fin où les vestiges d'une façade démocratique tombent jour après jour, renforcement presque quotidien de l'appareil sécuritaire, militarisation de la société avec plus de guerres à l'étranger et plus de guerres dans les rues ici, contre les musulmanEs et les migrantEs, les jeunes des quartiers, celles et ceux qui osent riposter.

Il ne faut pas sous-estimer ce que nous avons en face. Les exigences d'un capitalisme toujours en crise poussent l'État et ceux qui l'animent à se démasquer de plus en plus.

Mais si leurs actions provoquent des résistances, à travers lesquelles il y a la possibilité de lier l'unité et la radicalité, elles posent aussi des questions importantes, des obstacles et des dangers pour le mouvement.

Les interdictions de manifester, les perquisitions et les assignations à résidence s'alignent avec les 49.3, l'austérité et la guerre.

Du côté du mouvement, des dizaines de milliers de personnes ont montré leur détermination à monter «à l'assaut du ciel».

Les partis institutionnels n'ont jamais été autant discrédités. D'ailleurs, une des perspectives largement débattue depuis des mois concerne la remise en question de l'échéance présidentielle sous sa

forme habituelle: reconnaissance du vote blanc, «piratons 2017», «2017 n'aura pas lieu» sont autant de signaux de ce qui pourrait se profiler dans les mois qui viennent.

Nous avons ensemble au sein de ce mouvement, commencé à développer, à partir de nos expériences partagées, une conscience collective, une convergence des personnes et des idées, pour aller vers une convergence des luttes.

Une conscience que le cœur du problème n'est pas simplement un débat sur le type de loi travail dont nous avons besoin, mais sur le type de monde.

Que combattre la loi travail de la manière la plus profonde implique aussi de combattre le système à sa racine, et de combattre ceux qui le défendent.

Que pour faire tout cela, il faut discuter, mais aussi s'organiser, construire des cadres et des méthodes nouvelles.

Qu'il faut créer des liens entre les collégienNEs, les lycéenNEs, les étudiantEs, les cheminotEs, les raffineurs, les dockers, les intermittentEs et précaires... mais aussi les migrantEs, les raciséEs, les victimes de l'islamophobie.

Qu'il faut lutter, se défendre, et qu'il faut attaquer.

Mais la contestation à l'ordre établi prend aussi un autre visage. Il existe une analyse qui dit que nous vivons, ces derniers temps, «les années 30» au ralenti.

Sans rentrer dans cette analyse, une chose est sûre: le ralenti s'accélère. Vous n'êtes pas obligéEs de simplement nous croire. Parfois (c'est rare, mais oui, parfois quand même), il est bien d'écouter ce que pense «l'autre côté», écouter ce qu'ils se disent entre eux, comment ils se préparent pour les batailles à venir.

Deux rapports ont été rédigés à un mois d'écart, provenant d'analyses de nos chers espions internes (la DGSI – direction

générale de la sécurité intérieure): l'un d'eux parle de l'évolution du mouvement contre la loi travail vers une contestation systémique généralisée, l'autre évoque le risque de guerre civile en lien avec la croissance des groupes et des milices d'extrême droite.

Ce visage-là, c'est aussi le Front National, qui n'a pas régressé en termes d'audience malgré la sympathie de la majorité de la population à l'égard de notre mouvement.

Le Pen (version Marine) reste aux alentours des 30% dans les sondages et Le Pen (version Marion Maréchal) lance un appel aux gens à «se lever» et rejoindre la réserve militaire suite au meurtre du prêtre à Saint-Etienne-du-Rouvray. Cela contredit toutes les théories selon lesquelles l'antifascisme serait réductible à la construction de fortes mobilisations sociales.

Enfin, la majorité des 70% de la population en faveur du retrait de la loi travail n'est pas anticapitaliste.

D'ailleurs, une bonne partie d'entre elle n'aura pas fait l'expérience de mois de luttes, de grèves ou de manifestations collectives. La question devient alors: de quel côté de la contestation cette majorité, qui a un intérêt à s'opposer aux attaques contre notre classe, basculera-t-elle?



De quoi avons-nous besoin?

Dans ce contexte, quelle implication pour une activité militante digne de ce nom? Deux éléments préalables conditionnent la réponse.

Le premier est la situation très instable décrite ci-dessus. Si l'on peut affirmer que les confrontations avec l'ordre établi vont se poursuivre et s'intensifier, que les conflits prendront une forme de plus en plus directement politique, personne ne peut prédire ce que seront les terrains ou les rythmes d'affrontements dans les mois qui viennent: la continuation d'une lutte politique centrale? La démultiplication de conflits locaux ou spécifiques?

Le second est que toute solution, même «parfaite», présentée sur une assiette de l'extérieur, peu importe de quel parti, candidat, organisation ou syndicat elle viendrait, est destinée à l'échec précisément parce qu'un vrai projet pour changer le monde, pour révolutionner la société, pour la révolution, ne peut grandir qu'avec celles et ceux qui le développent, qui le mettent en pratique, qui apprennent de chaque victoire et de chaque défaite.

Il nous faut prendre ces éléments tels qu'ils sont, et en faire une force: si nous ne pouvons prédire les prochains affrontements, faisons en sorte que notre camp en soit le meneur; s'il n'existe pas de feuille de route parfaite et que le chemin est encore à tracer – l'important est que nous nous y engageons. En cela, posséder une boussole stratégique est précieux.

Nous considérons qu'une base stratégique pour nous guider se retrouve dans l'idée de défendre - et de lutter pour - l'autonomie de classe, parce que l'émancipation de la classe sera l'œuvre de la classe elle-même, parce que ce ne sont pas les révolutionnaires auto-proclamés qui feront la révolution, mais la masse des exploités et opprimés eux-mêmes.

Donc, toute piste d'action doit avoir comme point de départ une implication collective dans les luttes, dans les entreprises, les facs, les lycées, les collèges, aux côtés des migrantEs, des zadistes, des militantEs cibléEs et condamnéEs.

Et toute action doit être mesurée en termes de comment elle fait avancer (ou pas) cette autonomie, contre bien sûr la classe en face et sur la base d'une conscience commune.

Ces derniers mois, de manière limitée, des pratiques et des contenus ont commencé à se populariser hors des médiations institutionnelles.

Reprise collective de l'espace en plein état d'urgence (occupations de places et de lieux, manifs sauvages), assemblées populaires, comités d'action et de lutte, radios, projections sauvages, ciné-tracts, tags poético-politiques, se sont combinés avec la multiplicité des fronts de lutte et des mots d'ordre antagonistes à la logique du Capital.

Cela est encore embryonnaire (par exemple aucune place n'a été réellement occupée : sur la place de la République tout était réinstallé chaque jour) mais a commencé à construire un nouveau vocabulaire.

Car l'autonomie de classe consiste à s'emparer de tous les lieux, les moments, à fixer notre planning, à "prendre notre temps", à partir de nos vécus, dans tous champs: culture, médias, éducation, logement, travail, santé, écologie, bouffe...

Une fois dit cela, en plus des fronts imprévisibles qui s'ouvriront peut-être, il apparaît déjà que parmi les questions importantes se trouvera sans doute la continuation du mouvement contre la loi travail et ses conséquences (avec une journée de mobilisation le 15 septembre).

Les questions de la confrontation, de la répression et de la défense sont posées de manière concrète au sein du mouvement.

Il y a également la contestation de l'état d'urgence, la contestation sous l'état d'urgence, et tous ses aspects pratiques et théoriques.

Enfin, les années de recul idéologique de la gauche sur les questions sécuritaires, de racisme et plus précisément d'islamophobie ou d'accueil inconditionnel des réfugiés se paye et se payera durablement si nous ne reconstruisons pas un rapport de force antiraciste et antifasciste durable.

Le besoin de construire un bouclier contre les fascistes, en premier lieu du Front National, se fait de plus en plus urgent, car il constitue la menace la plus probable des prochains mois du fait de son omniprésence médiatique, son influence politique, et très probablement son activité militante.

Le meilleur moyen d'y résister reste encore de construire la riposte sous les formes seules à même de le faire reculer durablement: l'opposition de masse à ses apparitions.

L'échéance internationale du 21 mars, journée de manifestation antiraciste et antifasciste, qui existe depuis maintenant quelques années, constitue d'ores et déjà un point d'appui précieux.

Si les rapports de force ont été difficiles à construire sur toutes ces questions durant les mois précédant le mouvement contre la loi travail et son monde, celui-ci a montré la disponibilité spontanée



de milliers de personnes qui n'ont pas hésité à participer aux actions de solidarité avec les migrantEs, avec les victimes des violences policières dans les quartiers populaires ou encore aux actions contre le FN.

C'est donc une leçon à tirer pour la suite: à partir d'une logique d'ensemble partagée par des dizaines de milliers de personnes, il est plus facile de construire des fronts spécifiques susceptibles d'en rassembler des centaines de milliers.

Il existe de ce point de vue un point d'appui nouveau: la force du mouvement, l'ensemble des activités qu'il a déployées afin de s'élargir et se construire, est le résultat de débats, d'une coordination et d'une réflexion politique de dizaines de milliers d'activistes.

Il nous faut tenter de nous regrouper de façon pérenne. C'est ensemble que nous aurons la possibilité de nous adresser au reste de la population pour, avec elle, riposter aux attaques en cours et à venir.

Une idée concrète serait donc d'aller vers le développement d'assemblées, sur les places, dans les quartiers, dans les lieux de travail, dans les facs.

Une forme organisationnelle de la conscience politique qui s'est développée au sein du mouvement

ces derniers mois, et qui dépasse tous les cadres préexistants.

Des endroits d'échange et surtout d'action, à partir desquels la convergence des luttes peut devenir quelque chose de plus qu'un rêve ou qu'un slogan.

Bien évidemment, ceci ne nie pas l'importance de certaines organisations (collectifs, associations, partis, syndicats) existantes.

Mais la soif de politique ne peut pas être apaisée simplement par les outils que nous avons déjà eus. C'est la raison pour laquelle de nouveaux sont nés.

Et c'est certainement par une orientation vers le nouveau que ces formes organisationnelles préexistantes peuvent profiter d'un nouveau souffle, en apprenant au moins autant qu'elles espèrent faire apprendre.

Sur plusieurs quartiers, ces assemblées se sont maintenues pendant l'été. Sur la place de la République, un rendez-vous est d'ores et déjà programmé le 31 août. Sur d'autres lieux, il faudra les activer ou les réactiver.

Bien sûr, lorsqu'il s'agit d'abattre un système, les chemins sont escarpés et semblent parfois aventureux. Nous savons les extrêmes difficultés de cette tâche. Mais, en allant au combat, nous devons souhaiter la victoire ●

Faisons tendance pour construire l'autonomie de classe

>> suite du texte de la dernière page

inaudibles et dépassés avant même d'être imprimés, la dénonciation du voisin et les débats sans fin sur des tactiques sans boussole. La révolution est un processus. Elle ne peut être réduite à un Grand Soir. Elle ne se prépare pas, elle se fait.

Nous ne voulons pas être des moines sacrificiels dans l'attente, fût-elle active, d'un au-delà de la révolution. Il n'y a pas d'en-deçà de la révolution. Il existe certes des sauts, des moments d'accélération et de changements qualitatifs.

C'est le capitalisme qui a théorisé le temps comme un absolu linéaire et neutre. Tout dans nos expériences sensibles le réfute: le temps du plaisir ou de la souffrance n'est pas le temps de l'ennui ou de l'attente.

Mais la révolution est déjà là à se construire dans chaque contradiction du système et dans tout ce qui résiste et cherche un chemin contre le Capital.

Dans chaque temps, qu'il soit effervescent ou apparemment immobile, il y a quelque chose à faire avancer.

Nous ne voulons pas être des moines sacrificiels parce que nous sommes persuadés qu'aucune minorité ne détient la vérité du mouvement, la clef de l'avenir.

La tristesse militante est le produit d'un manque de modestie dramatique de révolutionnaires auto-proclamés dirigeantEs ainsi que d'un manque de confiance dans les capacités d'apprentissage et d'émancipation collective de notre classe.

Nous décidons de nous regrouper pour arrêter de nous sentir impuissantEs et risquer



d'être désespéréEs.

Nous voulons nous regrouper parce que nous savons que si l'impuissance peut être collective, à coup sûr elle est individuelle. C'est aussi la raison pour laquelle nous ne faisons pas sécession du NPA, nous faisons tendance.

Nous ne nous regroupons pas en fraction ou en tendance interne du NPA. Nous faisons tendance au vrai sens du terme.

Nous décidons de nous regrouper pour arrêter de nous sentir impuissantEs et risquer d'être désespéréEs.

Nous ne nous regroupons pas pour faire bloc sur toutes les questions, adopter des positions communes sur des tactiques et/ou occuper des postes.

Ce fonctionnement interne qui paralyse du NPA relève d'une conception proclamatoire du parti détenteur de la vérité que nous refusons.

Chaque courant, fraction, plateforme permanente du NPA se conçoit comme l'embryon de ce parti identifiant dans chaque position et divergence tactique sa vérité propre au nom de laquelle il faut mener un combat impitoyable contre l'autre, le/la déviantE.

On ne peut se regrouper que sur une stratégie, l'élaboration d'une stratégie, une boussole, une direction au sens géographique.

En sachant aussi que la stratégie n'est jamais figée, elle est fluide. Elle s'expérimente. Et ses chemins et applications tactiques peuvent être divers, rarement en ligne droite. A l'image du cours d'un fleuve à partir de sa source, en zig zags, retours en arrière, flux souterrains, multiplication des cours, torrent tempétueux, force tranquille et raz de marée.

Cette stratégie n'est pas celle de la construction d'une organisation collective. Elle se pense et se teste comme celle du mouvement général de notre classe au sens large, contre l'exploitation et l'oppression.

C'est dans l'élaboration, la défense et le test de cette stratégie, au sein du mouvement, que se construit une organisation collective.

Tant que cette stratégie ne peut être défendue et testée à l'échelle de la classe il ne peut exister de parti révolutionnaire.

Le proclamer hors de ces conditions ne peut mener qu'à des sectes qui mettent en priorité leur propre construction divorcée du processus de construction du mouvement.

Il faut lire à ce sujet le texte de Hal Draper appelant, dans les années 70 à construire des centres politiques plutôt que des substituts de parti.

Nous décidons donc de nous regrouper sur une stratégie à développer et à défendre.

Sur cette base nous ne nous retrouverons pas tout le temps sur de mêmes conclusions tactiques, au sein du mouvement comme au sein du NPA.

Ce n'est pas de la tactique que nous tiendrons notre cohérence mais de la conception stratégique élaborée en commun.

Parce que la même boussole peut amener à choisir de passer, temporairement, par des chemins différents et que seul le test de la réalité, le test fait par le mouvement, peut les valider.

A condition que ces chemins soient discutés selon les mêmes principes stratégiques, les arguments échangés dans ces débats sont aujourd'hui plus importants que leur résultat. Parce qu'ils éclairent la route et les leçons à tirer de l'expérience faite.

Les divergences tactiques ne sont alors plus considérées systématiquement comme des fossés séparant les "vrais" révolutionnaires des potentiels traîtres mais des moments nécessaires de la construction du processus révolutionnaire.

Nous disons que la base d'une stratégie pour la période



actuelle est la construction d'une autonomie de classe et que c'est autour de cette idée, de la volonté de l'argumenter, de l'élaborer, de la défendre, d'en chercher les conséquences pratiques au sein du NPA et du mouvement en général que nous nous regroupons.

C'était, de fait, la base du texte que quelques-unEs d'entre nous ont écrit il y a quelques mois *Un candidatE du NPA, une évidence, vraiment?*

Nous disons que la base d'une stratégie pour la période actuelle est la construction d'une autonomie de classe

La période actuelle est caractérisée par l'antagonisme ouvert des trajectoires du Capital et de la classe des opprimés et des exploités.

La trajectoire du Capital est fondamentalement autonome des mouvements de révolte de notre classe.

Les attaques sociales, le

renforcement de l'Etat policier et l'impérialisme (le nationalisme, le racisme, la guerre...) ne sont pas d'abord des réponses du Capital aux résistances de notre classe ou, a fortiori, à son potentiel d'émancipation.

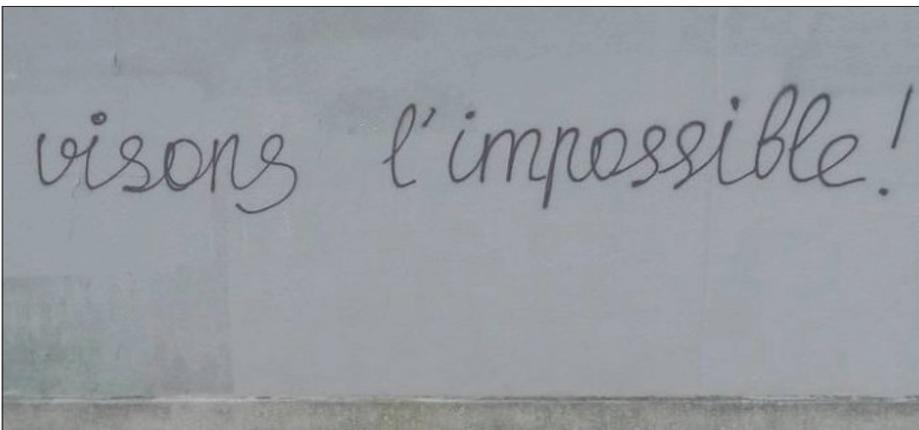
Elles sont, du point de vue du Capital et donc de la classe dirigeante, des nécessités imposées par la phase actuelle du capitalisme, sa crise de croissance, la crise de ses taux de profits.

C'est une des expressions des contradictions de la lutte de classe. Les résistances à cette trajectoire dominante du Capital sont et seront utilisées par celui-ci pour renforcer et légitimer cette trajectoire et les formes qu'elle prendra. C'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

Le renforcement de l'Etat policier se légitime dans la lutte contre les manifestations du mouvement.

L'impérialisme, le nationalisme et le racisme se légitiment dans la guerre contre le terrorisme, les migrantEs, l'islamisme, etc.

Les attaques sociales se



légitimement dans la crise de valorisation du Capital.

Bref, les exigences du Capital trouvent leur légitimité dans les conséquences même de ce qu'elles imposent.

Tous ceux et celles qui refusent de concevoir cette autonomie de la trajectoire du Capital et cherchent à la concilier sont amenés à limiter et canaliser le développement du mouvement de notre classe comme cause du renforcement de l'Etat policier, des attaques sociales, de l'impérialisme, du nationalisme et

du racisme.

Le chômage c'est le coût du travail ou l'afflux de migrantEs, la violence des flics ce sont les casseurs, l'impérialisme c'est Daesh, le racisme ce sont les Indigènes, etc.

Or cette trajectoire autonome du Capital ne cessera d'entrer en confrontation directe avec notre classe. Qu'elle résiste de manière spontanée et/ou organisée ne changera rien de ce point de vue.

Nous en déduisons que la seule stratégie possible est le

développement de tout ce qui construit une réponse autonome de notre classe, dans ses analyses comme dans ses formes d'expression et d'organisation.

Autonomie vis-à-vis non seulement de la classe dirigeante mais aussi des exigences de valorisation du Capital, de la compétitivité, de l'idée nationale, autonomie vis-à-vis de l'appareil de contrôle, de surveillance et de répression de l'Etat mais aussi autonomie vis-à-vis des directions "traditionnelles" du mouvement.

Construire l'autonomie de notre classe, autonomie des oppriméEs et des exploitéEs, c'est faire le pont entre ce que nous construisons et détruisons aujourd'hui et ce que nous voulons pour demain. C'est ce qui permet de conjurer la catastrophe.

Cela ne signifie pas le refus de toute forme de médiation dans les revendications, les alliances ou les formes d'organisation.

Tout mouvement est parcouru par les contradictions de classe, par la domination des idées de la classe dirigeante.

L'autonomie de classe ne se proclame pas, elle se construit. Mais ces médiations doivent être évaluées selon le critère de la construction d'une autonomie de classe.

Elles devront être combattues à chaque fois qu'elles mettent le mouvement en contradiction avec cet objectif.

Elles devront être construites à chaque fois qu'elles sont des points d'appui pour l'autonomie de classe. C'est à cela que nous appelons à travailler.

Alain Jacques, Alain Pojolat, Ambre Bragard, Anne Houelleu, Antoine Rabadan, Cédric Piktoroff, Colin Smith, Denis Godard, Frédérique Menant, Gaël Braibant, Marie Périn, Martine Tessard, Mathieu Bonzom, Patrick Gibon, Pierre Steiner, Ross Harrold, Sana Belaid, Sophie Drouillet, Thibault Blondin, Thomas Chust, Ugo Palheta, Vanina Giudicelli...

Faisons tendance pour construire l'autonomie de classe

Le mouvement présent nous a redonné foi et courage. A tout point de vue il nous a réveillés ou du moins changés. Il a aiguisé nos impatiences et révélé nos limites. Il a testé les individus comme les collectifs.

Ce n'est pas un problème car c'est le cours normal de la révolution de révéler ce qui lui fait obstacle, ce qu'il y a à dépasser et d'en fournir les outils.

Nous savons aussi que rien n'a encore vraiment changé. Le pouvoir du Capital est un peu ébranlé certes mais il est encore là, pratiquement indemne, comme le sont les monstres qui ne sont pas tapis dans l'ombre, ces figures du Capital que sont l'Etat policier, le nationalisme ou le fascisme.

La catastrophe est déjà là et depuis longtemps. Mais l'histoire passée nous enseigne qu'elle a encore des réserves. Et l'histoire qui se fait a plus d'imagination que l'histoire passée. Nous n'avons encore rien vu du fascisme et de la guerre.

Nous voulons conjurer la catastrophe parce que nous ne la pensons pas comme une fatalité et



décidons que c'est en son sein que se construit ce qui la conjure et que nous ne savons pas nommer, autre monde ou communisme. Les mots eux-mêmes viendront avec le feu.

Ce n'est pas la difficulté des temps ni la difficulté des tâches ou même les risques à prendre qui désespèrent. C'est l'absence d'horizon et l'impuissance, l'attente imbécile de lendemains qui chantent.

Le mouvement présent a révélé l'impuissance des organisations politiques. En surface certaines réoccuperont la scène au moindre

reflux apparent du mouvement. Cela même devrait suffire à les condamner. Mais cela ne change rien au constat sur le fond et pour l'avenir.

Nous ne parlerons pas ici de celles dont nous ne faisons pas partie. Mais si de nombreux et nombreuses camarades du NPA sont impliqués activement dans ce mouvement et y jouent un rôle, le NPA en tant qu'organisation collective n'y a joué aucun rôle un tant soit peu consistant.

Nous disons que ce n'est pas pour des raisons d'efficacité organisationnelle mais pour des raisons politiques de fond.

Nous refusons d'être des révolutionnaires sans révolution, ne pensant chaque mouvement que comme des parenthèses qui se refermeront tôt ou tard pour un retour à la "normale" du cours de la période.

Nous refusons d'être des révolutionnaires sans révolution occupant l'aujourd'hui de préoccupations mathématiques sur la virgule de programmes

Suite du texte en page 5 >>

Contactez-nous si vous voulez diffuser ce bulletin, venir à notre prochaine réunion, envoyer vos idées/expériences et/ou "faire tendance" avec nous:

autonomie2classe@gmail.com